

1^{er} mai 2026

Notre Président fixe le cap lors du 1^{er} mai : moins d'État, plus de travail, plus de pouvoir d'achat

Post RS

Lors du 1er mai, le MR a été clair : il faut remettre de l'optimisme dans le débat et créer les conditions pour que les citoyens aient envie d'avancer, de travailler, d'investir et d'entreprendre.

☞ *Moins de dépenses inutiles, plus de travail et plus de pouvoir d'achat.*

☞ *Une énergie accessible pour relancer la croissance.*

☞ *Remettre le pays en mouvement, au service de ceux qui travaillent.*

Abstract :

- *À l'occasion du 1er mai, le cap politique est clairement posé : il faut sortir d'un modèle à bout de souffle, fondé sur la dépense, la dépendance et le pessimisme, pour reconstruire une société du travail, de la responsabilité et de la prospérité.*
- *Le premier enjeu est de réinstaller un climat de confiance. Le débat public est aujourd'hui dominé par une vision anxieuse permanente qui freine toute réforme. Il faut rompre avec ce déclinisme et assumer un optimisme volontaire, fondé sur les atouts réels de notre société. Sans confiance, aucune transformation durable n'est possible.*
- *Dans ce cadre, la croissance doit redevenir une priorité centrale. Elle est indispensable pour financer les pensions, augmenter les salaires et réussir la transition énergétique. Continuer à promettre sans créer de richesse est une impasse. Il faut donc lever les freins à l'activité et assumer pleinement la création de richesse comme base de toute politique sociale.*
- *Cette dynamique passe aussi par une remise à plat de la politique énergétique. L'énergie est aujourd'hui trop chère et constitue un frein majeur. Il faut garantir une énergie accessible et abondante, condition essentielle de la croissance, du pouvoir d'achat et de la réindustrialisation.*
- *Sur le pouvoir d'achat, la priorité doit être d'augmenter le revenu net par le travail, en réduisant la fiscalité et en valorisant l'activité. C'est le cœur de la réforme fiscale voulue par le MR.*
- *Enfin, le redressement passe par une réduction des dépenses publiques. Le niveau actuel n'est plus soutenable. Il faut rationaliser, supprimer les inefficacités et s'attaquer aux abus pour dégager des marges et les restituer aux citoyens.*
- *Moins de dépenses inutiles, plus de travail et plus de croissance : la condition pour remettre durablement le pays en mouvement.*
- *Nous y travaillons avec détermination et obtenons des résultats. Les prochains mois vont être décisifs. Le pays se transforme grâce au MR.*
- *La ligne est claire : moins d'État là où il freine, plus de liberté là où les citoyens veulent avancer, et une priorité absolue donnée à ceux qui travaillent et produisent.*

À l'occasion du 1er mai, dans un lieu hautement symbolique, Georges-Louis Bouchez a porté un discours clair et structurant, recentrant le projet politique autour du travail, de la croissance et de la responsabilité. Face aux dérives d'un modèle à bout de souffle, il a fixé un cap assumé : restaurer l'optimisme, garantir une énergie accessible, renforcer le pouvoir d'achat par le travail et réduire les dépenses publiques pour redresser durablement le pays.

L'argumentaire qui suit développe ces orientations et en précise les implications concrètes.

1. Réinstaller l'optimisme : sortir du déclinisme pour réagir

La première rupture à opérer est culturelle et politique. Il faut en finir avec cette vision permanente d'une société en crise, où tout irait systématiquement mal. Ce climat de pessimisme est devenu un frein majeur à toute réforme : il nourrit la peur, alimente la résignation et empêche les citoyens comme les décideurs de se projeter.

Ce qu'il faut faire, c'est assumer un discours de confiance. Non pas un optimisme naïf, mais un optimisme volontaire, construit, qui repose sur une réalité : notre pays dispose d'atouts considérables, que ce soit en termes de niveau de vie, de compétences ou de position stratégique. Continuer à présenter la situation comme catastrophique en permanence, c'est empêcher toute dynamique de redressement.

Réinstaller l'optimisme, c'est donc remettre la société en mouvement. C'est créer les conditions pour que les citoyens aient envie d'avancer, de travailler, d'investir, d'entreprendre. Une société qui croit en elle-même agit. Une société qui doute s'immobilise. Le rôle politique est de redonner cette énergie.

2. Repenser l'énergie : condition de la croissance et du pouvoir d'achat

Il faut ensuite s'attaquer à un verrou central : l'énergie. Aujourd'hui, elle est devenue un facteur de blocage économique et social. Son coût est trop élevé, en grande partie en raison d'une fiscalité excessive et de choix politiques incohérents accumulés depuis des années.

Ce qu'il faut faire est clair : **garantir une énergie abondante, accessible et compétitive**. Sans cela, aucune politique économique ne peut fonctionner. L'énergie est la base de tout : de la production industrielle, du pouvoir d'achat des ménages et de la capacité d'investissement des entreprises.

La situation actuelle est absurde : les citoyens sont incités à changer leurs comportements, mais sans en avoir les moyens. Le thermique est cher, l'électrique l'est tout autant, et la transition devient un piège financier. Il faut sortir de cette contradiction. La transition énergétique ne peut réussir que si elle est économiquement soutenable.

Repenser l'énergie, c'est aussi corriger des erreurs stratégiques. Cela suppose de sortir d'une logique punitive et de remettre la compétitivité au centre. Une énergie trop chère détruit de l'activité, empêche la croissance et réduit mécaniquement le pouvoir d'achat.

3. Augmenter le pouvoir d'achat : par le travail, pas par les aides

La question du pouvoir d'achat ne peut plus être traitée par des mesures ponctuelles ou des distributions de chèques. Ce modèle a montré ses limites : il coûte cher, il est inefficace à long terme et il entretient une dépendance vis-à-vis de l'État.

Ce qu'il faut faire, c'est agir structurellement. Le pouvoir d'achat doit venir du travail. Cela implique de réduire la fiscalité sur les revenus, d'augmenter le salaire net et de permettre à chacun d'améliorer sa situation par son activité.

Les outils existent déjà et doivent être renforcés : flexi-jobs, jobs étudiants, incitations à travailler davantage. Ce sont des mécanismes simples, concrets, qui permettent directement d'augmenter les revenus sans passer par des circuits administratifs lourds.

Il faut aussi assumer une ligne politique claire : le travail doit toujours payer davantage que l'inactivité. C'est une question de justice, mais aussi d'efficacité économique. Une société qui valorise le travail crée de la richesse. Une société qui organise la dépendance finit par s'appauvrir. C'est le cœur de l'action du MR dans tous les gouvernements. La réforme fiscale, qui sera bientôt votée, va dans ce sens.

4. Réduire les dépenses publiques : la clé du redressement

Enfin, il faut traiter le problème structurel central : le niveau de dépenses publiques. Avec un niveau qui atteint environ 55 % du PIB, la Belgique se situe parmi les pays les plus dépensiers au monde. Ce niveau n'est plus soutenable, surtout au regard des résultats obtenus.

Ce qu'il faut faire, ce n'est pas augmenter les recettes par de nouveaux impôts, mais réduire les dépenses là où elles sont inefficaces. Cela suppose un travail de fond sur le fonctionnement de l'État : simplification des structures, réduction des doublons, rationalisation des administrations.

Il faut aussi avoir le courage de s'attaquer aux dérives. Certaines dépenses ne servent pas les citoyens, mais entretiennent des systèmes ou des structures devenues inefficaces. Continuer dans cette voie, c'est priver les travailleurs des marges nécessaires pour améliorer leur situation.

Réduire les dépenses publiques, ce n'est pas affaiblir l'État. C'est le rendre plus efficace. C'est faire en sorte que chaque euro dépensé le soit utilement. Et surtout, c'est permettre de restituer du pouvoir d'achat aux citoyens.

5. Conclusion

Au fond, la trajectoire à suivre ne laisse plus de place à l'ambiguïté. Face à un modèle à bout de souffle, il ne s'agit plus d'ajuster à la marge, mais de changer de logique. Continuer à empiler les dépenses, à compenser sans réformer et à entretenir les dépendances ne fera qu'aggraver les difficultés.

Ce qu'il faut désormais assumer, c'est un choix de cap : remettre la société en mouvement en s'appuyant sur le travail, la croissance et la responsabilité. Cela implique de redonner confiance, de garantir une énergie accessible, d'augmenter réellement le pouvoir d'achat et de réduire enfin le poids d'un État devenu trop coûteux et trop inefficace.

Les prochains mois seront décisifs. Les premières réformes sont engagées, mais le plus important reste à faire. Il ne s'agit pas seulement de corriger des déséquilibres, mais de reconstruire un modèle durable.

La ligne est claire : moins d'État là où il freine, plus de liberté là où les citoyens veulent avancer, et une priorité absolue donnée à ceux qui travaillent et produisent.